

IL ANNONCE UN DÉBAT SUR L'INFORMEL EN OCTOBRE

Benyounès compte introduire les licences d'importation

Le gouvernement prévoit l'introduction des licences d'importation, indique le ministre du Commerce, soucieux de faciliter l'acte d'importation, et qui annonce la tenue, à la mi-octobre 2014, d'un débat sur l'informel.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La révision du dispositif législatif régissant le commerce extérieur est à l'ordre du jour, indiquait hier Amar Benyounès.

Le ministre du Commerce qui a réuni, hier, à l'hôtel El Aurassi les cadres de son secteur a ainsi évoqué lors d'une conférence de presse l'introduction des licences d'importation. Un régime qui permettra, selon lui, de définir les produits d'importation qui seront autorisés et ceux qui ne le seront pas «dans la transparence totale». Or, c'est l'absence de transparence, de «clarté» dans les choix de la commission habilitée, voire le «subjectivisme» dans l'attribution des autorisations d'importations qu'Amara Benyounès a toutefois déploré.

Décrivant le «flou» lié à la composition de la liste «grise» des produits importables en raison de l'insuffisance de la production domestique, le ministre du Commerce en a appelé à une application effective de la réglementation, au respect des droits de tout un chacun. Ce qui permettra de savoir qui aura ou pas le droit d'importer et quoi. Ce faisant, Amara Benyounès estimera que l'introduction du régime de licences permettra de défendre et de promouvoir la production nationale.

Soucieux de faciliter l'acte de commerce, d'importer, et de proté-

ger les deniers publics, le ministre du Commerce a estimé que l'obligation pour les importateurs de procéder à l'étiquetage des marchandises peut s'avérer difficile en raison de la non-maîtrise de la langue arabe dans certains pays asiatiques. Voire, cette obligation peut constituer un facteur de «blocage» dans la mesure où les importateurs sont contraints de recourir à l'entrepôtage dans des ports secs qui sont parfois «gérés par des étrangers». Ce qui représente «un coût en devises» et pour les importateurs et pour l'Etat, en termes de surestaries, concède Amara Benyounès qui proposera, par conséquent, que «l'étiquetage puisse se faire en Algérie». Ce qui permettra un gain en devises et un moyen de création d'emplois. Autre préoccupation ministérielle, l'«incohérence» que représente l'obligation pour les importateurs et revendeurs en l'état, inscrits régulièrement aux registres du commerce et dont «la traçabilité» est avérée, de devoir renouveler leurs registres tous les deux ans.

Concernant le commerce extérieur, Amara Benyounès a également évoqué la «nécessité de faire le point de situation» sur les accords bilatéraux et multilatéraux conclus par l'Algérie avec l'Union européenne, la zone arabe et potentiellement avec l'Organisation mondiale du commerce. A ce pro-



Amara Benyounès.

pos, Amara Benyounès a estimé que le débat sur l'accession à cette organisation multilatérale du com-

merce qui regroupe 160 pays et gère plus de 97% du commerce extérieur, doit être appréhendé, «débatu» en termes économiques, en termes d'avantages. Une accession qui ne constitue pas une «obsession» mais «une démarche normale», en tenant compte des intérêts du pays qui sont et seront, assure-t-il, bien défendus.

Par ailleurs, Amara Benyounès a certes estimé que l'informel qui représente «entre 30% et 60%» du commerce domestique, constitue «une plaie» pour l'activité commerciale et économique. Néanmoins, le ministre du Commerce annonce la tenue, à la mi-octobre prochaine, d'un «véritable» débat sur l'informel. Il s'agira, dira-t-il devant ses cadres, de discuter avec les importateurs, les opérateurs qui exercent dans

l'informel», d'écouter leurs «doléances» et justifications de leurs choix d'activité, de les sensibiliser sur la nécessité de revenir vers le formel.

Pour autant, l'Etat aura toute latitude d'exercer «la puissance publique», précisera Amara Benyounès, si aucune réactivité des informels n'est constatée. Et cela même si le ministre du Commerce ne précise pas l'identité, l'envergure des débattants informels attendus.

Par ailleurs, Amara Benyounès qui a indiqué que le Centre national du registre du commerce (CNRC) a engagé un plan de développement et œuvre en matière d'archivage, a délivré durant les mois écoulés quelque 80 000 registres de commerce électroniques.

C. B.

PERMANENCES DURANT L'AÏD EL-ADHA

Des sanctions «sévères» pour les commerçants contrevenants

Des sanctions «sévères» attendent les commerçants réquisitionnés et qui n'assureront pas des permanences notamment lors des deux jours de l'Aïd-El-Adha. C'est ce que le ministère du Commerce promet pour les commerçants contrevenants.

En outre, le nombre des commerçants concernés par cette obligation légale (près de 15 700 commerçants réquisitionnés durant l'Aïd-El-Fitr) devrait être augmenté au moins de 30%. Et cela même si les auteurs d'infraction ont été très peu nombreux (seulement 135 commerçants qui ont fermé leurs locaux indument et 64 pour des motifs justifiés) durant l'Aïd-El-Fitr.

Toutefois, Amara Benyounès n'a pas manqué de relever que le nombre d'infractions a été assez élevé

dans plusieurs grandes villes. En ce sens, il appellera ses cadres centraux et directeurs de commerce locaux à «être absolument intraitables», dans la mesure où «il y va de la crédibilité de l'Etat». De même qu'Amara Benyounès appellera les cadres sectoriels à «assumer vos responsabilités» dans l'amélioration du cadre commercial, concernant l'interdiction d'exposition libre de produits alimentaires périssables. Au-delà de la liberté de commercer, c'est la santé publique qui prime, relève le ministre qui estime que la situation devient intolérable et donne «une image de sous-développement, de manque d'autorité de l'Etat». Ainsi, il appellera à «récupérer» les trottoirs et à appliquer la réglementation.

C. B.

À L'INITIATIVE DE L'ASSOCIATION MACHAÂL ECHAHID

Hommage à Ahmed Francis

A l'occasion du 56^e anniversaire de la création du GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne), le 19 septembre 1958, l'association Machaâl Echahid a rendu hier hommage à Ahmed Francis, membre du GPRA.

Natif de la wilaya de Relizane, Ahmed Francis, raconte Mohamed Abbas historien, quitta sa ville natale pour Oran afin de poursuivre ses études secondaires. Sa prochaine destination fut la capitale où il a poursuivi des études supérieures. Une fois son diplôme en main, Francis quitta l'Algérie pour Paris pour poursuivre des études en médecine.

Une fois son doctorat décroché, en 1937, il rentre en Algérie. Il a choisi la wilaya de Sétif pour exercer son métier ainsi que la

politique. Selon Mohamed Abbas, Ahmed Francis a débuté sa carrière de militant à Paris en 1933 au sein de l'AEMAN (Association des étudiants musulmans d'Afrique du Nord). Il a aussi participé à la création de l'AML (Amis du Manifeste de la Liberté) avant d'être arrêté et mis en prison suite aux événements du 8 mai 1945. Il ne quitta la prison qu'en 1956 après une amnistie générale. Ami proche de Ferhat Abbès, Ahmed Francis a, par la suite, rejoint les rangs du FLN au Caire.

Ahmed Francis, dit l'historien, occupa le poste de ministre des Finances du GPRA et il fut le premier ministre des Finances de l'Algérie indépendante. Il mourra suite à une longue maladie le 31 août 1968 à l'âge de 58 ans.

Par ailleurs, Lamine Khane, ancien membre du GPRA, a rappelé qu'avec Hocine Aït Ahmed, ils sont les deux membres du gou-

vernement provisoire à être encore en vie. D'ailleurs, il refuse tout hommage avant qu'Aït Ahmed ne soit honoré. «Aït Ahmed était mon aîné et mon prédécesseur. Si un hommage doit être rendu à l'un de nous ça doit être à lui en premier», a indiqué M. Khane.

Il a porté également une autre précision à savoir la date du 5 juillet. «La fête de l'indépendance c'était le 19 septembre 1958. Avec la création du GPRA, de nombreux pays dont la Chine ont reconnu l'Algérie comme pays indépendant. Le 3 juillet, de Gaulle reconnaît la défaite de l'armée française et l'Algérie fut un pays indépendant. La date du 5 juillet correspond au jour où le Dey a renoncé face aux Français. Choisir la même date pour fêter l'indépendance de l'Algérie est une chose pour laquelle je ne donnerai pas mon approbation», a indiqué l'intervenant.

Salima Akkouche